

Hortefeux : « Nous serons prêts, le moment venu... »

En attendant que Nicolas Sarkozy déclare sa candidature, l'ancien ministre dirige une équipe pédagogique et stratégique qui prépare la campagne

Ancien ministre de l'Intérieur et ami fidèle de Nicolas Sarkozy, Brice Hortefeux dirige à l'Élysée la cellule qui gèrera la campagne du président sortant. Lorsqu'il se sera déclaré...

A quoi sert la « cellule riposte » dont vous avez la responsabilité ?

Plutôt que « cellule riposte », je préfère parler d'une « équipe pédagogique ». Elle se réunit chaque semaine et poursuit trois objectifs : expliquer l'action de Nicolas Sarkozy et du gouvernement de François Fillon, dénoncer les erreurs, approximations et même les mensonges du candidat socialiste, et mieux comprendre, à travers l'expérience de chacun, les aspirations de la société française. **Vous êtes au cœur de campagne ?** Il n'y a pas aujourd'hui à proprement parler d'équipe de campagne, puisqu'il n'y a pas encore de candidat. En revanche, des élus et des membres de la société civile se réunissent, réfléchissent, imaginent et travaillent pour être prêts le moment venu.

Pourquoi ces nouveaux visages ?

Différentes personnalités ont été remarquées pour leurs compétences, leur engagement sur le terrain et leur capacité d'initiative. Je pense naturellement à Éric Ciotti, mais aussi au ministre Edouard Cournial ou au député européen Arnaud Danjean.

Comment gère-t-on la campagne d'un candidat non déclaré ?

La consigne du président de la République est claire. Il se concentre totalement sur sa mission de chef de l'État, avec pour seule ambition de protéger et de rassembler nos concitoyens dans une période extrêmement difficile et grave.



« Bayrou a qualifié le programme socialiste d'insoutenable ; je suis d'accord avec lui », souligne Brice Hortefeux. (Photo P. Lapoirie)

Notre mission est de tout mettre en œuvre afin d'être prêts lorsqu'il le décidera.

Avez-vous apprécié le coup de main de Mélenchon pour déstabiliser Hollande ?

J'en tire en tout cas la conclusion qu'il est étonnant de prétendre devenir le chef de l'État lorsqu'on ne parvient même pas à être le chef de l'opposition !

Que doit faire Nicolas Sarkozy pour être réélu en 2012 ?

Je crois à la formule de l'Écclésiaste : « Il y a un temps pour semer et un temps pour récolter ». Nous devons d'abord être fiers de notre bilan car ce quinquennat restera celui où l'on

a le plus réformé, dans tous les domaines. De l'interdiction de la burqa au service public minimum dans les transports, en passant par une nouvelle politique d'immigration et la très courageuse réforme des retraites, tout démontre que ce quinquennat aura fait bouger notre pays avec un seul objectif : préserver le présent et assurer l'avenir des Français.

Ne risque-t-il pas de perdre cette partie de l'électorat FN qui avait participé à son élection en 2007 ?

Marine Le Pen pose les problèmes et s'en nourrit. Nous, nous les réglons. C'est toute la différence. Mais il faut sans doute aller plus loin et plus fort.

Quel regard portez-vous sur le centre ?

J'observe avec intérêt l'analyse judicieuse de François Bayrou qui, en pointant les dangers du programme socialiste, l'a qualifié d'insoutenable. Je suis d'accord avec lui.

Bayrou peut-il devenir un allié objectif de Sarkozy ?

Nous n'en sommes pas là. Il est dans le temps de l'expression, après viendra le temps de l'engagement. Mais ce dont je suis certain, c'est que ce qui nous rassemble est plus fort que ce qui nous sépare.

Dominique de Villepin peut-il redevenir allié de l'UMP ?

Ce n'est pas tant en terme de poids électoral, mais Dominique de Villepin a une expérience, notamment dans le domaine international, qui peut constituer une valeur ajoutée.

Borloo se ralliera-t-il à Sarkozy ?

Je souhaite qu'il apporte sa pierre et, plus que jamais, en période de crise, nous avons besoin de toutes les compétences et de tous les talents. Jean-Louis Borloo fait partie de ceux-ci.

L'amitié pour Sarkozy est-elle le moteur de votre engagement ?

Je crois à l'amitié, et plus encore à la fidélité dans l'amitié. Je ne vois pas pourquoi le domaine politique devrait y échapper. J'ai placé mon engagement aux côtés de Nicolas Sarkozy et si je souhaite ardemment qu'il soit candidat et réel, ce n'est précisément pas seulement par amitié ou affection. Je suis surtout convaincu que notre pays a besoin de son talent, de son expérience et de sa capacité de décision.

PROPOS RECUEILLIS
PAR ANDRÉ FOURNON
afournon@nicematin.fr

La phrase

« Par pure tactique politicienne, avec pour seul objectif l'affaiblissement du président français, les socialistes prennent les risques de ressusciter en France les vieux démons de la germanophobie. « Nationalisme allemand », « politique à la Bismarck », « droite prussienne », l'emploi de ces termes fait froid dans le dos. »

Alain Juppé
ministre
des Affaires
étrangères
au lendemain
du discours de
Nicolas Sarkozy
à Toulon



Le débat

Lionel Luca persiste et signe. Le député UMP, chef de file du collectif de la Droite populaire, situé à l'île droite du groupe majoritaire, a déposé hier une proposition de loi visant à réduire de 10% les indemnités des parlementaires. L'élu des Alpes-Maritimes avait déposé, dans le cadre du débat budgétaire, un amendement allant dans ce sens cosigné par 32 de ses collègues de la majorité mais il avait été rejeté en séance publique. Il est donc revenu à la charge hier en déposant une proposition de loi organique « visant à détacher l'indemnité des parlementaires du barème de la fonction publique », ce qui permettra, précise-t-il dans un communiqué, « de réduire les indemnités des députés et des sénateurs sans toucher au traitement des fonctionnaires ».

Les dons

Les députés ont voté hier une limitation de la déductibilité fiscale des dons et cotisations aux partis politiques fixée désormais à 15 000 euros par foyer fiscal à compter du 1^{er} janvier 2012, dans le cadre du budget rectificatif 2011.

Le clin d'œil de Philippe Bouvard

Ça magouille ou ça cafouille ?

Tandis que, déjà les copeaux de la langue de bois se ramassent à la pelle, il est bien difficile de démêler le vrai du faux dans la bande-annonce du (trop) long métrage présidentiel. Tout ce qu'on croit comprendre concerne le PC contraint – pour la première fois – d'être représenté par un candidat non communiste et que les radicaux sont moins enclins que par le passé, à céder aux pressions de leurs amis puisque Jean-Michel Baylet a été éliminé et que Jean-Louis Borloo sort en même temps un livre et de la compétition.

Oublions – comme tout le monde – l'infortuné Poutou incapable de se glisser dans le blouson d'Olivier Besancenot, Christine Boutin qui devra aller à Lourdes avant de décrocher ses 500 parrainages, Corinne Lepage et Frédéric Nihous qui ne pouvaient rater cette occasion de faire un peu parler d'eux que la démocratie leur offre tous les cinq ans. Et notons au passage que plus le nom des groupuscules est ambitieux (République Solidaire, Debout La République) moins ils mobilisent de partisans. N'essayons pas de sa-

voir pourquoi Dominique de Villepin a créé un parti avant de l'abandonner aussitôt. Supposons que c'est parce qu'il était menacé d'être expulsé de son HLM que Jean-Pierre Chevènement brigue le rez-de-jardin du 15 Faubourg Saint-Honoré. Renonçons à dresser la liste des ministères ou circonscriptions qu'on propose en échange des trahisons, des forfaits et des reniements. Admirons le courage d'Eva Joly qui, chaque fois qu'elle attaque le nucléaire, dévoile une denture aussi sinistrée que la centrale de Fu-

kushima. Interrogeons-nous sur la raréfaction des signatures promises au Front national, sur le comportement de François Bayrou qui reprend le départ comme on va au bureau, sans grand enthousiasme mais parce que c'est le seul moyen de se constituer des points de retraite. Et concentrons-nous sur le combat si singulier des deux principaux adversaires, l'un déjà en campagne alors qu'il ne s'est pas déclaré et l'autre qui, bien que parti le premier, n'a toujours pas déniché le QG où il logera son pléthorique état-major.

